

DOLE

Chirurgie à l'hôpital Pasteur : les urgences à Besançon dès 2022 ?

« Notre grande inquiétude, c'est qu'il n'y ait plus de prise en charge des urgences chirurgicales à l'hôpital de Dole, qui représente un bassin de 100 000 habitants », explique le Dr Kabbache. Le comité de défense des hôpitaux publics de Dole tire une énième fois la sonnette d'alarme.

Depuis décembre 2019, le comité n'a de cesse d'alerter la population sur les menaces qui pèsent sur la chirurgie conventionnelle à l'hôpital Pasteur. « Le projet de nouveaux blocs ne prévoit que l'accueil en ambulatoire, c'est-à-dire les opérations programmées, avec sortie dans la journée », précise son président Axel Fricke, qui rappelle que l'établissement a perdu plus de 110 postes ces dernières années. Le départ en retraite dès 2022 de chirurgiens va accélérer le processus.

Des chirurgiens pas remplacés

« Il y a encore deux praticiens en chirurgie viscérale et quatre en chirurgie osseuse. Mais les deux premiers partiront à la retraite en 2022, ainsi que deux chirurgiens osseux. Les blessés nécessitant une intervention en viscérale partiront à Besançon. Et il en sera probablement de même pour l'orthopédie, alors que nous traitons par exemple 200 fractures de cols de fémur par an », explique le Dr Morhaf Kabbache, chirurgien traumatologue à Pasteur. La maternité s'en trouvera fragilisée, « car il est recommandé d'avoir un médecin viscéral de garde pour épauler les gynécologues en cas d'accouchement difficile ». Les autorisations de chirurgie accordées à l'hôpital Pasteur ont été renouvelées le 22 décembre 2018 pour une durée de sept ans.



Axel Fricke, Laurence Bernier, Morhaf Kabbache et Catherine Robbe, lundi 27 septembre devant la salle paroissiale du Rallye, à l'issue de la conférence de presse du comité. Photo Progrès/Serge DUMONT

Blocs ambulatoires : Jean-Baptiste Gagnoux a donné son feu vert

Le maire de Dole et président du conseil de surveillance de l'hôpital expliquait au printemps dans nos colonnes qu'il ne souhaitait pas faire avancer plus avant le dossier de constructions des blocs ambulatoires tant qu'il n'aurait obtenu des garanties sur l'avenir de la chirurgie dans l'établissement. Jean-Baptiste Gagnoux s'est finalement rendu aux arguments de l'Agence régionale de santé (ARS) et du CHU bisontin, avec lesquels une réunion s'est tenue il y a quelques semaines. Dans cette affaire, où il rappelle que son pouvoir « est limité », Jean-Baptiste Gagnoux préfère voir « le verre à moitié plein ». « Pour la persistan-

« Mais notre crainte, c'est que ce soit uniquement pour de l'ambulatoire. Pour les urgences, ce sera Besançon, avec une perte de chance pendant le transfert. Et Besançon sera-t-il en possibilité d'absorber, alors que nous recevons parfois des



Photo Progrès /Philippe TRIAS

ce d'une chirurgie publique sur le bassin dolois, il faut que ces blocs

patients de Gray ? La chirurgie de proximité restera sur Dole, mais à la polyclinique. Il y aura deux vitesses de soin, selon que le patient pourra ou pas payer les dépassements d'honoraires. Sinon, ce sera Besançon, Dijon ou Lons ».

se fassent. Cela permettra de toute façon de développer encore davantage l'ambulatoire, qui représente déjà 70 % des actes chirurgicaux de l'hôpital ». Pour autant, son sentiment est partagé, car le maire est bien conscient qu'une nouvelle configuration se dessine, qui risque de voir partir sur Besançon la chirurgie d'urgence. « Je le regretterais, mais l'époque n'est plus aux chirurgiens polyvalents. Et on ne trouvera pas un chirurgien bisontin ou dijonnais pour être de garde sur place et assurer la permanence des soins. C'est tout un ensemble de choses qui expliquent qu'une nouvelle organisation se dessine... », poursuit l'él.

Silence de l'ARS

Le comité veut encore y croire, qui attend toujours « une déclaration forte de l'Agence régionale de santé (ARS) sur l'avenir de la chirurgie, ce qui permettrait de faire venir des chirurgiens ». « Car un chirurgien

« Le projet de nouveaux blocs ne prévoit que l'accueil en ambulatoire, c'est-à-dire les opérations programmées, avec sortie dans la journée. »

Axel Fricke, président du comité de défense des hôpitaux publics de Dole

Rassemblement ce jeudi devant l'hôpital

Pour soutenir « notre hôpital Pasteur et l'accès à la santé de toutes et tous », le comité de défense des hôpitaux publics de Dole (www.defense-hopitaux-dole.fr) appelle à un rassemblement, ce jeudi 30 septembre, à 17 heures, devant l'hôpital.

Les organisateurs seront présents sur place, où un stand sera installé, dès 16 heures pour échanger avec les usagers. « L'Agence régionale de santé (ARS) doit autoriser l'élaboration par l'hôpital d'un projet médical adapté et lui accorder les financements et les recrutements nécessaires au maintien d'une chirurgie de premier recours », résume les membres du comité.

s'installe s'il a une vision longue, c'est-à-dire au minimum cinq ans », précise le Dr Kabbache. Mais l'ARS n'envoie aucun signal en ce sens. Le jeu de poker menteur se poursuit donc. Mais le comité, et c'est son rôle, ne lâche rien. « La population ne peut être tenue pour responsable de cette situation ».

S.D.